6P-118

# L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC : PORTRAIT ET HISTORIQUE DES RELATIONS DU TRAVAIL

# PLAN DE LA PRÉSENTATION

1. Portrait de l’industrie de la construction en 2012

2. Les origines

3. Le Bill 290 (1968)

4. L'Office de la Construction du Québec (1975)

5. La Commission de la Construction du Québec (1986)

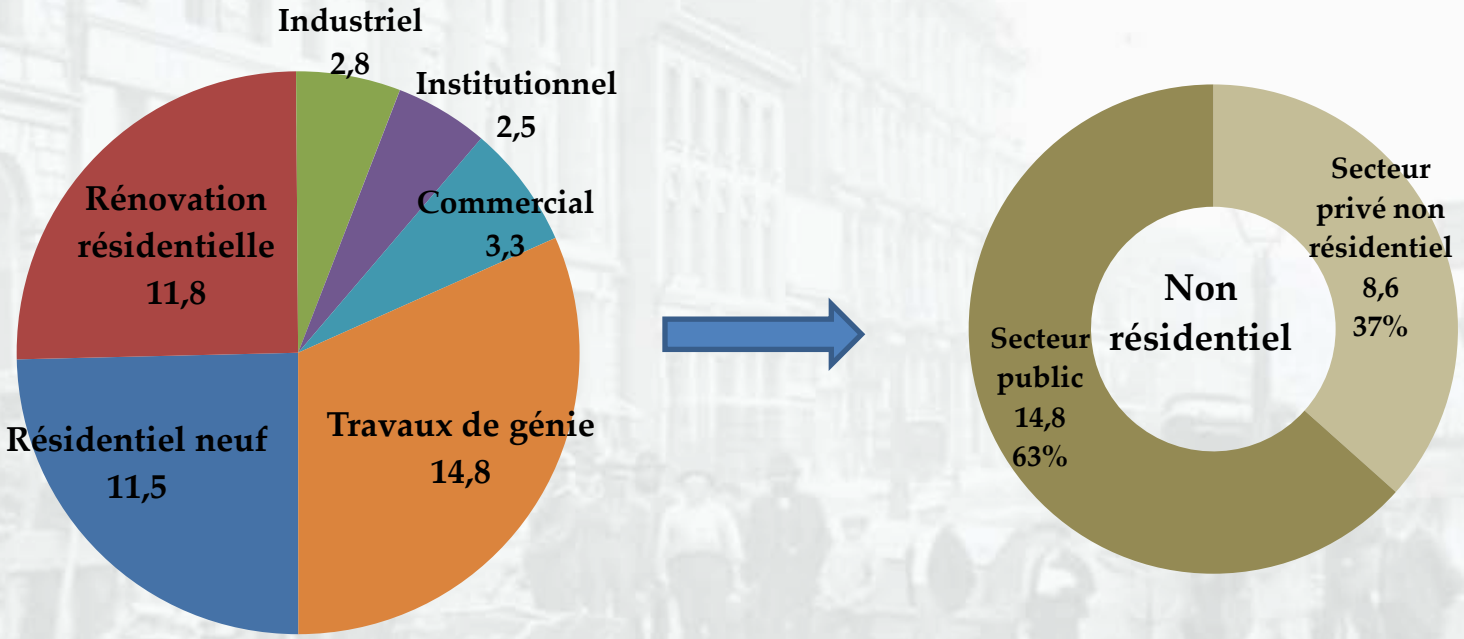
6. La négociation sectorielle (1993)

7. Récents projets de loi

8. Perspectives économiques

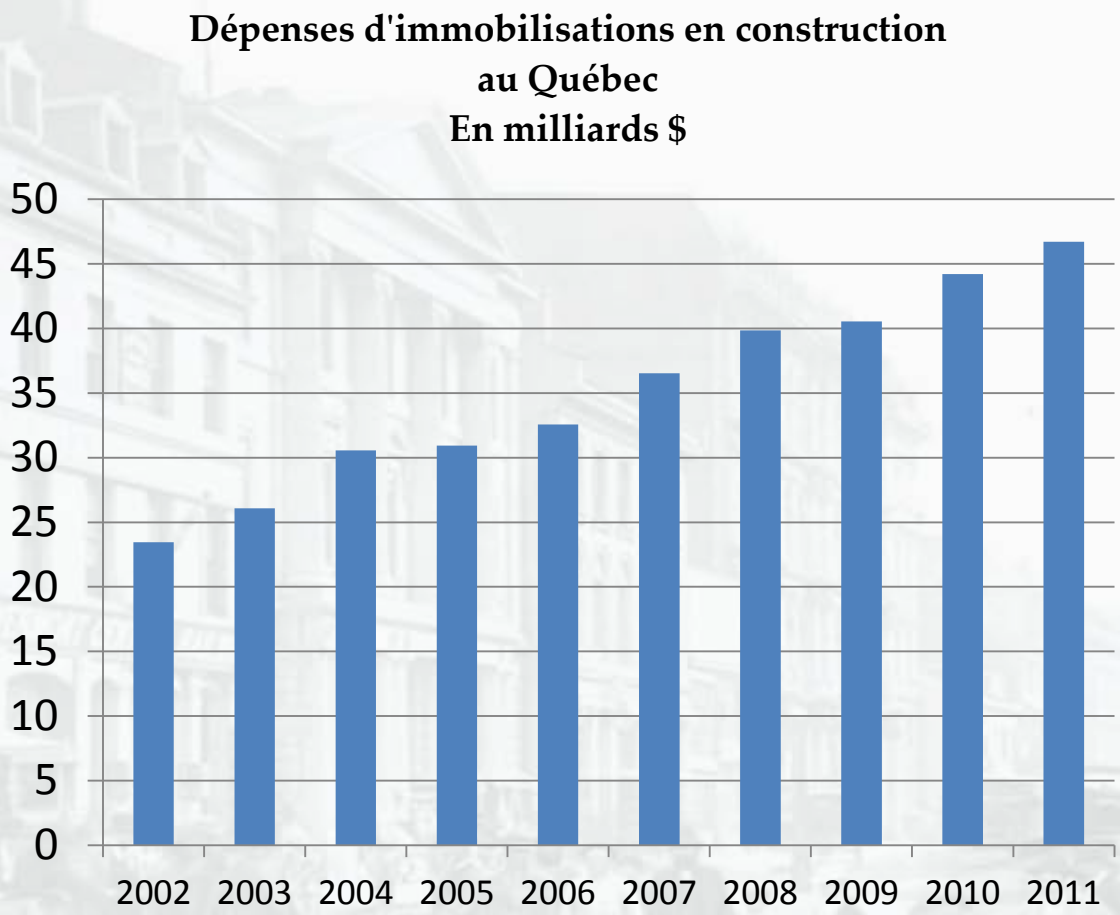
# 1. Portrait de l'industrie de la construction

- **La construction au Québec en 2011**
  - **47 milliards $** de dépenses d'immobilisations
    - 14 % du PIB




Source: Statistique Canada et CCQ

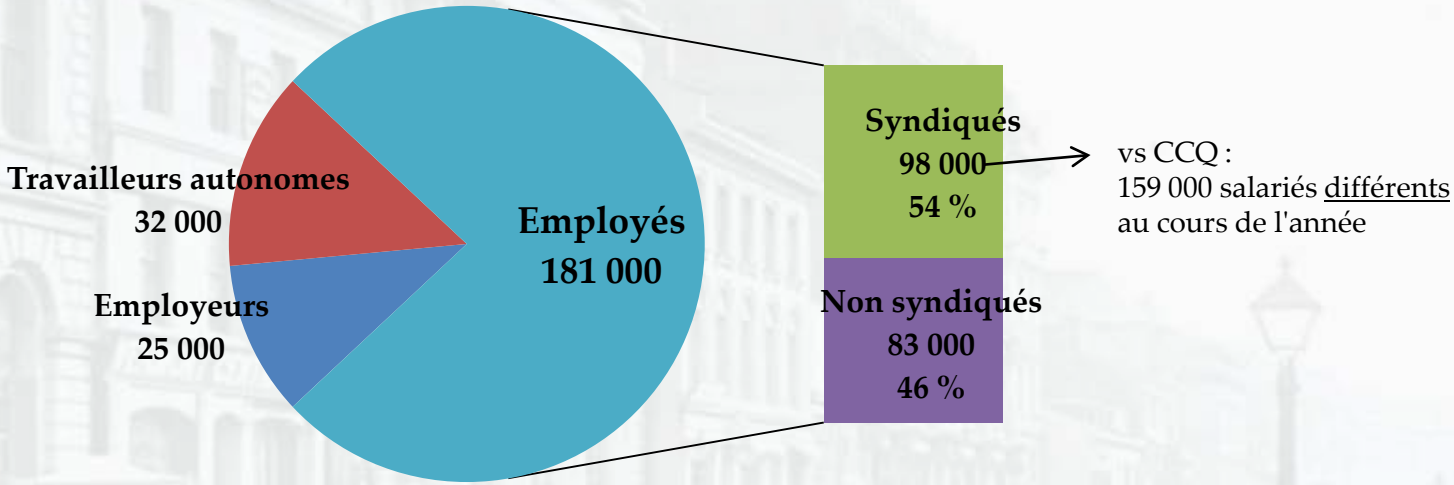
- **Deux fois plus d'investissements qu'en 2002**




Source: Statistique Canada et CCQ

- **238 000 emplois directs** en moyenne par mois
  - métiers, professionnels, personnel de bureau, etc.
  - 6 % des emplois au Québec

**Emploi mensuel moyen en 2011**




Source : Statistique Canada

- **Les caractéristiques économiques**

## Le produit et le marché

- Produits non homogènes, durables et fixes
- Marché segmenté
- Prix difficiles à comparer
- Principal client: le secteur public
- Production séquentielle, multiples intervenants et impondérables
- Instabilité de la demande, tributaire des cycles économiques et des finances publiques
- Externalités importantes: utilisation de l'espace, sécurité, entraves durant les travaux, etc.
- Une industrie présente sur tout le territoire
- Forte incidence sur les autres secteurs économiques
- Concurrence extérieure limitée

## Les facteurs de production

- Main-d'œuvre
  - Spécialisée
  - Chômage fréquent: saisonnier, frictionnel (inter-chantier), cyclique, intempéries
  - Mobilité géographique, inter-employeur
  - Syndicalisme bien implanté
    - Syndicats en général structurés par métier
    - Rivalité intersyndicale particulière au Québec
  - Présence simultanée de plusieurs métiers/syndicats sur un même chantier
- Entreprises
  - Création facile d'entreprises, mais durée de vie limitée
  - Sous-traitance répandue
  - Petites entreprises côtoient grandes entreprises
  - Présence élevée d'entrepreneurs autonomes
  - Risque élevé de sous-utilisation des équipements

- **Les implications réglementaires**

  - Réglementation du produit :
    - Permis municipaux
    - Licences d'entrepreneurs
    - Certificats de compétence des travailleurs
    - Code du bâtiment
    - Normes de sécurité

  - Surveillance accrue
    - Application des règlements
    - Perception des impôts et taxes
    - Infiltration du crime organisé
    - Sécurité au travail

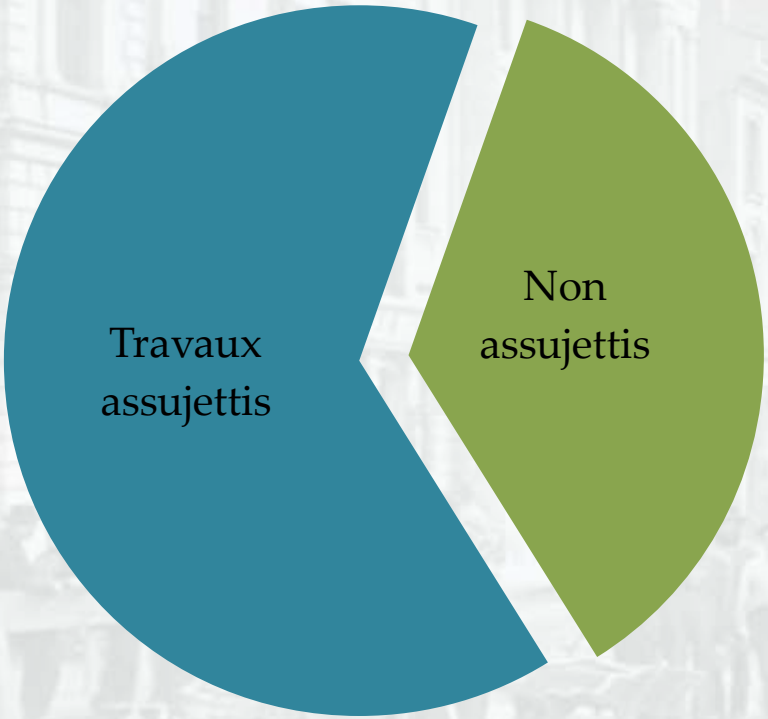
  - Encadrement particulier des relations du travail
    - Coordination des négociations collectives
    - Mobilité de la main-d'œuvre
    - Mutualisation des avantages sociaux
    - Mutualisation des dépenses en perfectionnement

- **Un encadrement également particulier ailleurs au Canada**

| Encadrement législatif des relations du travail dans la construction | |
|---|---|
| Terre-Neuve | Section particulière du code |
| Île du Prince Édouard | Section particulière du code |
| Nouvelle-Écosse | Section particulière du code |
| Nouveau-Brunswick | Section particulière du code |
| Québec | Loi particulière |
| Ontario | Section particulière du code |
| Manitoba | Aucune particularité dans le code mais une loi régit les salaires minimaux dans la construction |
| Saskatchewan | Loi particulière |
| Alberta | Section particulière du code |
| Colombie-Britannique | Aucune particularité dans le code, qui permet toutefois l'accréditation multipatronale |

- **La *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (*Loi R-20*) couvre les deux tiers de la construction au Québec**

Estimation du champ d'application de la Loi R-20
en % des dépenses en construction




Par exemple:

- Exploitations agricoles de moins de 3 salariés;
- Entretien et réparation effectués par des salariés permanents;
- Canalisation, égouts, etc. réalisés par les municipalités;
- Travaux exécutés par salariés des mines ou des entreprises forestières;
- Travaux de lignes des salariés d'Hydro-Québec;
- Travaux d'entretien/ rénovation des salariés des écoles/hôpitaux;
- Entretien/rénovation d'un logement;
- Travaux de gouttières, portes de garage, etc.

Sources: Statistique Canada et CCQ

- **La *Loi R-20* : 25 000 employeurs, 160 000 salariés actifs, 4 conventions collectives**

| | Employeurs | | Salariés | |
|---|---|---|---|---|
| | **Actifs en 2011 *** | **Associations reconnues aux fins des négociations** | **Actifs en 2011*** | **Associations représentatives (scrutin de juin 2012)** |
| Ensemble | 24 968 | AECQ (clauses communes) | 159 166 | CSD-Construction 12,7 %<br>CSN-Construction 8,5 %<br>CPQMCI 24,4 %<br>FTQ-Construction 43,9 %<br>SQC 10,5 % |
| Génie civil et voirie | 2 517 | ACRGTQ | 40 604 | |
| Industriel | 1 745 | ACQ | 21 583 | |
| Institutionnel et commercial | 14 868 | ACQ | 95 496 | |
| Résidentiel | 14 646 | APCHQ | 57 466 | |

*Un employeur ou un salarié peut apparaître dans plus d'un secteur.

# L'AECQ (Association des entrepreneurs en construction du Québec )

- Fondée le 14 février 1976 par le *Projet de Loi 47* qui faisait suite à la Commission Cliche.
- Adhésion obligatoire.
- 25 000 employeurs en 2011.
- 1976: Unique association habilitée à signer les conventions collectives.
- 1995 (sectorialisation des négociations): le *Projet de Loi 46* limite son rôle à la négociation des clauses communes.
- «Association d'employeurs», au sens de la *Loi R-20*.
- L'AECQ distribue aux associations d'entrepreneurs sectorielles 97.5% des cotisations qu'elle reçoit des employeurs de l'industrie.
- Président: Alain Robert.
- Directeur général: Pierre Dion.

# L'ACQ (Association des la construction du Québec)

- Fondée en 1989 : regroupement de la Fédération de la construction du Québec (FCQ) et de l'Association de la construction de Montréal et du Québec (ACMQ).

- Adhésion volontaire.

- 12 associations régionales affiliées.

- 5 300 membres.

- «Association sectorielle d'entrepreneurs» au sens de la *Loi R-20,* désignée pour la négociation dans 2 secteurs :
  - l'institutionnel et commercial (15 000 employeurs) et
  - l'industriel (1 700 employeurs)

- 47,1% de l'AECQ pour le secteur institutionnel et commercial et 9,9% pour le secteur industriel.

- Président: Jean Pouliot.
- Directeur général: Claude Godbout.

# L'ACRGTQ ( Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec)

- Fondée en 1968.
- Successeure de la *Quebec Road Builders* (association créée en 1944).
- Adhésion volontaire.
- 600 membres.
- «Association sectorielle d'entrepreneurs» au sens de la *Loi R-20,* désignée pour la négociation dans le secteur génie civil et voirie (environ 2 500 employeurs).
- 22,8 % de l'AECQ.
- Président: Michel Giroux.
- Directrice générale: Gisèle Bourque.

# L'APCHQ (Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec)

- Fondée en 1961 et incorporée en 1962.
- Adhésion volontaire.
- 15 600 membres.
- «Association sectorielle d'entrepreneurs» au sens de la *Loi R-20,* désignée pour la négociation dans le secteur résidentiel.
- 20,2 % de l'AECQ.
- Président: Réjean Badeau.
- Directeur général: Jean-Pierre Sicard.

# CMEQ (Corporation des maîtres électriciens du Québec)

- Fondée en 1950 en vertu de la *Loi sur les maîtres électriciens.*
- Adhésion obligatoire.
- 3 300 membres.
- « Association d'entrepreneurs » au sens de la *Loi R-20*.
- Depuis 2001: administration et application de la *Loi sur le bâtiment* concernant la qualification professionnelle de ses membres et les garanties financières exigibles.
- *Loi R-20*: aucun rôle formel dans les négociations collectives, mais peut siéger au CA de la Commission de la Construction du Québec.
- Président: Daniel Carré.
- Vice-président exécutif: Simon Bussière.

# CMMTQ (Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec)

- Fondée en 1949 en vertu de la *Loi sur la corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie*.

- Adhésion obligatoire.

- 2 300 membres dans le domaine de la mécanique du bâtiment, en plomberie et en chauffage.

- « Association d'entrepreneurs » au sens de la *Loi R-20*.

- Depuis 2001: administration et application de la *Loi sur le bâtiment* concernant la qualification professionnelle de ses membres et les garanties financières exigibles.

- *Loi R-20*: aucun rôle formel dans les négociations collectives, mais peut siéger au CA de la Commission de la Construction du Québec.

- Président: Benoît Lamoureux.
- Directeur général: André Bergeron.

# 5 associations syndicales

## Répartition des 173 580 titulaires de certificats de compétence ou d'exemptions en août 2012, après le scrutin de juin 2012.

| | Nombre | % | % aux fins des négos* |
|---|---|---|---|
| **Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-Construction)** | **74 854** | **43,1%** | **43,9%** |
| **Conseil prov. du Québec des métiers de la construction (Inter.)** | **42 770** | **24,6%** | **24,4%** |
| **Centrale des syndicats démocratiques (CSD-Construction)** | **22 574** | **13,0%** | **12,7%** |
| **Syndicat québécois de la construction (SQC)** | **16 883** | **9,7%** | **10,5%** |
| **Confédération des syndicats nationaux (CSN-Construction)** | **16 499** | **9,5%** | **8,5%** |

*Selon le vote des 115 765 titulaires ayant au moins 300 heures en 12 mois et dont le vote est considéré pour évaluer la représentativité syndicale aux fins des négociations 2013-2017

# FTQ - Construction

• La FTQ-Construction est rattachée à la **Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)** qui représente plus de 600 000 travailleurs syndiqués au Québec et qui est présidée par Michel Arsenault qui a succédé à Henri Massé en 2007.

• Fondée en 1980 par Jean Lavallée qui a occupé le poste de président de 1980 à 2008.

• Syndicat de métiers: chapeaute 18 syndicats locaux.

• Issue d'une séparation avec le Conseil provincial des métiers de la construction (International) (CPQMC(I) en 1980.

• Presque 75 000 membres titulaires de certificats.

• Représentativité officielle dans le milieu de la construction de 43,9%.

• Chaque syndicat a sa propre structure et est dirigé par un directeur général ou un président selon le syndicat.

<u>Président :</u>
Arnold Guérin (2011- ce jour)
Yves Mercure(2008 -2011)
Jean-Lavallée (1980-2008)

<u>Directeur général :</u>
Yves Ouellette (2010- ce jour)
Richard Goyette (2008-2010)
Jocelyn Dupuis (1997-2008)

# FTQ Construction – Affiliés (18)

# Fonds de Solidarité FTQ

- Fondée en 1983 à l'initiative de Louis Laberge.

- Investit 60% de ses actifs dans des entreprises québécoises (5,2 G$).

- Administre un actif net de près de 8,5 G $.

- Le Conseil d'administration approuve toute demande de financement supérieure à 5M$. Des 17 membres, 10 proviennent de la FTQ, en plus du P.D.-G., M. Yvon Bolduc, de 4 externes et 2 nommés par l'Assemblée des actionnaires.

- Le Comité exécutif approuve les demandes de financement de 5M$ et moins.

- Le Fonds immobilier, les fonds régionaux et les fonds locaux complètent le réseau du Fonds de solidarité F.T.Q.

# Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)

- Fondé en 1964 .
- Se détache de la FTQ en 1980.
- Syndicat de métiers: 28 sections locales.
- Presque 43 000 membres titulaires de certificats.
- Représentativité officielle dans le milieu de la construction de 24.4%.
- Chaque section locale détient sa charte d'une union internationale (14 unions internationales) et est dirigée par un gérant d'affaires.

<u>Président :</u>

Gérard Cyr (2011- ce jour).

Pierre Labelle (1998 -2011).

<u>Directeur général :</u>

Donald Fortin (2006- ce jour).

Pierre Labelle (1998-2006).

# CPQMCI– Affiliés (28)

# CSN-Construction

- En 1960, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), fondée en 1921, s'est déconfessionnalisée pour devenir la Confédération des syndicats nationaux (CSN).
  - Environ 300 000 membres regroupés en huit (8) fédérations dont la CSN-Construction.

- Syndicat industriel : structure régionale et non par métier.
  - 13 syndicats régionaux.

- Plus de 16 000 membres titulaires de certificats.

- Représentativité officielle dans le milieu de la construction de 8,5%.

<u>Président :</u>

Aldo Miguel Paolinelli (2009- ce jour).

Alain Mailhot (2006-2009).

Ted McLaren (2000-2006).

<u>Vice-président:</u>

Pierre Brassard.

# Le Fondaction de la CSN

- Fondé en 1996.
- Investit 60% de ses actifs dans des entreprises québécoises.
- Administre un actif net de près de 1G$.
- 5/13 membres du C.A. sont issus de la CSN.
- Le Comité exécutif approuve les demandes de 3M$ et moins.

# La CSD-Construction

- CSD fondée en juin 1972 suite à une scission de la CSN, elle représente plus de 70 000 membres.

- Syndicat industriel: structure régionale et non par métier
  - 8 sections régionales, divisées en 33 sous-sections

- Plus de 22 000 membres titulaires de certificats.

- Représentativité officielle dans le milieu de la construction de 12,7%.

<u>Président :</u>
Patrick Daigneault (2007- ce jour).
Michel Fournier (1991-2007).

<u>Vice-président:</u>
Guy Terrault.

# Le Syndicat québécois de la construction

- Reconnu par la loi depuis 1975.
- Il a changé de nom en 1998. Il s'appelait auparavant SCCN (Syndicat de la construction de la Côte-Nord et de Sept-Îles).
- Syndicat industriel : non structuré par métier.
- Presque 17 000 membres titulaires de certificats.
- Représentativité officielle dans le milieu de la construction de 10,5%.

<u>Président-directeur général:</u>
Sylvain Gendron (1998-ce jour).

Comparaison de la représentativité selon le métier prioritaire et l'association
Tableau comparatif avant et après le scrutin en pourcentage

| | CSD | | CSN | | CPQMC | | FTQ | | SQC | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | avant[1] % | après % | avant[1] % | après % | avant[1] % | après % | avant[1] % | après % | avant[1] % | après % |
| Briqueteur-maçon | 12,169 | 9,961 | 5,289 | 4,236 | 32,478 | 29,089 | 33,017 | 33,838 | 17,047 | 22,875 |
| Calorifugeur | 2,865 | 2,474 | 1,172 | 0,781 | 91,797 | 93,099 | 2,344 | 1,563 | 1,823 | 2,083 |
| Carreleur | 8,773 | 7,807 | 7,732 | 6,691 | 2,751 | 2,379 | 74,572 | 75,613 | 6,171 | 7,509 |
| Charpentier-menuisier | 21,781 | 19,550 | 13,691 | 11,186 | 10,869 | 9,261 | 43,309 | 44,961 | 10,349 | 15,043 |
| Chaudronnier | 0,457 | 0,457 | 0 | 0 | 99,239 | 99,239 | 0,152 | 0,304 | 0,152 | 0 |
| Cimentier-applicateur | 17,625 | 15,335 | 12,780 | 10,277 | 22,524 | 23,056 | 42,918 | 46,326 | 4,153 | 5,005 |
| Couvreur | 9,161 | 7,690 | 6,250 | 4,902 | 21,201 | 18,474 | 29,902 | 28,462 | 33,487 | 40,472 |
| Électricien | 2,185 | 2,217 | 0,863 | 0,750 | 8,756 | 8,095 | 86,068 | 85,286 | 2,129 | 3,652 |
| Installateur de systèmes de sécurité | 3,137 | 1,476 | 1,661 | 1,107 | 27,491 | 23,985 | 60,148 | 60,517 | 7,565 | 12,915 |
| Ferblantier | 2,240 | 1,657 | 1,810 | 1,534 | 57,103 | 52,562 | 34,949 | 34,152 | 3,897 | 10,095 |
| Ferrailleur | 1,749 | 1,490 | 1,554 | 1,813 | 93,653 | 93,070 | 2,526 | 2,008 | 0,518 | 1,619 |
| Grutier | 1,862 | 1,507 | 1,330 | 0,887 | 30,940 | 24,379 | 64,716 | 71,720 | 1,152 | 1,507 |
| Mécanicien d'ascenseur | 22,476 | 19,515 | 0,135 | 0,135 | 75,101 | 77,793 | 1,346 | 1,346 | 0,942 | 1,211 |
| Mécanicien de chantier | 4,790 | 4,594 | 0,489 | 0,391 | 92,180 | 93,157 | 2,053 | 1,173 | 0,489 | 0,684 |
| Mécanicien de machinerie lourde | 16,258 | 14,724 | 11,656 | 9,509 | 15,337 | 13,190 | 53,988 | 60,123 | 2,761 | 2,454 |
| Monteur d'acier de structure | 1,981 | 1,573 | 0,816 | 0,466 | 94,114 | 95,396 | 2,273 | 1,807 | 0,816 | 0,758 |
| Monteur-mécanicien vitrier | 20,255 | 13,280 | 2,750 | 2,213 | 23,608 | 32,260 | 47,686 | 44,467 | 5,701 | 7,780 |
| Opérateur d'équipements lourds | 27,579 | 26,710 | 17,263 | 14,573 | 8,197 | 6,588 | 41,262 | 44,927 | 5,698 | 7,202 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 22,874 | 21,083 | 14,570 | 12,041 | 9,467 | 7,363 | 46,173 | 50,985 | 6,916 | 8,527 |
| Peintre | 15,160 | 13,818 | 12,664 | 10,867 | 20,553 | 20,043 | 32,707 | 31,017 | 18,916 | 24,255 |
| Plâtrier | 14,006 | 12,372 | 9,944 | 7,937 | 45,191 | 44,958 | 22,969 | 23,623 | 7,890 | 11,111 |
| Poseur de systèmes intérieurs | 8,234 | 7,043 | 9,788 | 6,888 | 26,929 | 22,165 | 42,258 | 39,254 | 12,791 | 24,650 |
| Poseur de revêtements souples | 8,833 | 8,202 | 6,309 | 5,521 | 5,994 | 5,363 | 73,186 | 71,609 | 5,678 | 9,306 |
| Serrurier en bâtiment | 11,033 | 9,618 | 3,960 | 3,536 | 65,205 | 68,034 | 16,549 | 15,700 | 3,253 | 3,112 |
| Tuyauteur | 2,665 | 2,431 | 1,823 | 1,309 | 89,668 | 89,902 | 4,161 | 2,852 | 1,683 | 3,506 |
| Plombier | 2,481 | 2,677 | 0,762 | 0,805 | 92,688 | 89,706 | 1,589 | 1,458 | 2,481 | 5,354 |
| Poseur d'appareil de chauffage | 3,571 | 4,286 | 4,286 | 4,286 | 87,143 | 84,286 | 0,714 | 0 | 4,286 | 7,143 |
| Mécanicien en protection incendie | 0,723 | 0,482 | 0,602 | 0,361 | 4,819 | 3,614 | 93,373 | 95,301 | 0,482 | 0,241 |
| Frigoriste | 1,006 | 0,697 | 0,774 | 0,580 | 1,858 | 1,161 | 94,466 | 95,356 | 1,896 | 2,206 |
| Boutefeu | 3,553 | 3,553 | 12,690 | 9,137 | 24,873 | 23,858 | 58,883 | 63,452 | 0 | 0 |
| Conducteur de camion | 17,528 | 14,124 | 15,637 | 11,223 | 5,927 | 4,540 | 59,142 | 68,600 | 1,765 | 1,513 |
| Journalier | 19,633 | 19,084 | 21,915 | 19,267 | 20,085 | 19,524 | 33,248 | 34,660 | 5,120 | 7,465 |
| Monteur de lignes | 1,816 | 1,325 | 3,436 | 2,307 | 3,878 | 3,387 | 90,378 | 92,538 | 0,491 | 0,442 |
| Soudeur | 12,796 | 10,427 | 10,900 | 7,583 | 50,711 | 56,872 | 23,223 | 23,223 | 2,370 | 1,896 |
| Soudeur haute pression | 0,849 | 0,212 | 0,212 | 0,212 | 96,391 | 98,089 | 2,548 | 1,486 | 0 | 0 |
| Ensemble des métiers prioritaires | 13,930 | 12,701 | 10,165 | 8,511 | 25,602 | 24,410 | 42,962 | 43,910 | 7,342 | 10,469 |

1. en date du 14 avril 2012

Source : Commission de la construction du Québec
Direction de la gestion de la main-d'œuvre

# 2. Les origines

- **Les syndicats de la construction, précurseurs du syndicalisme.**

**Du côté des travailleurs:**

- 1818: Premier regroupement de travailleurs (charpentiers-menuisiers);
- 1834: Union des métiers de Montréal;
- 1872: Les syndicats sont autorisés;
- 1888: Le local 134, premier local international.

**Du côté des employeurs:**

- 1897: Montreal Builders' Exchange;
- 1907: Association des constructeurs de Québec.

- 1921: Fondation de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada - CTCC (deviendra la CSN en 1960).

«la clause à monseigneur»…

**Lettre de Mgr Alfred Langlois, évêque auxiliaire de l'archevêché de Québec, aux curés et aux supérieurs du diocèse**

Dans les travaux que vous aurez à faire entreprendre, nous vous demandons de donner préférence aux travailleurs catholiquement syndiqués. C'est, à mon avis, le seul moyen d'assurer la vie et le développement des syndicats catholiques. Cette mesure n'a rien qui doive surprendre les esprits bien disposés, puisque le diocèse de Montréal, l'applique déjà depuis quelques années. Dans la plupart des cas, pour mieux en assurer l'exécution, on exige [illegible] l'entrepreneur ait signé son contrat de [illegible] catholiques avant de lui donn[illegible]

- Les syndicats catholiques (CTCC) propagent l'idée de l'extension juridique des conventions collectives.

⬇

**Adoption de la *Loi sur les décrets* (1934)**

- Permet d'étendre une convention collective à l'ensemble d'une industrie d'une région donnée (syndiqués et non syndiqués).
- Dispositions du décret sont d'ordre public.
- But: améliorer les conditions de travail.
- Amendements de 1946 et 1962:
  - Congés payés, avantages sociaux.
- Pas de syndicalisation obligatoire.
- Comités paritaires :
  - Surveillent l'application de la loi
  - Déterminent la qualification des ouvriers et délivrent des certificats de qualification

- **Effets de la *Loi sur les décrets*:**

Uniformisation des salaires dans chaque région.

Collaboration des parties patronales et syndicales au sein des comités paritaires.

Commissions d'apprentissage.

Peu de conflits de travail.

Formation de regroupement patronaux:

- 1944 Quebec Road Builders Association (ACRGTQ en 1968);
- 1948 FICQ (FCQ en 1960, ACQ en 1989);
- 1949 CMMTQ;
- 1950 CMEQ (remplace la Corporation des électriciens de la province de Québec, incorporée en 1935).

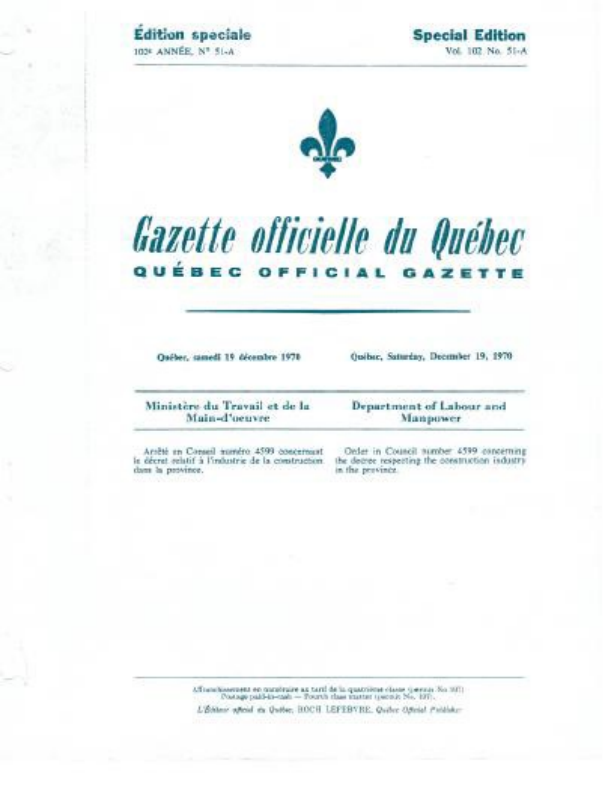
# 3. Le Bill 290 (1968)
# Une loi particulière pour une industrie particulière

- Contexte:
  - Besoin d'uniformisation provinciale;
  - Luttes intersyndicales CPQMC-FTQ / CSN;
  - Dualité du cadre légal: *Loi des décrets* vs *Code du travail*.
- Sanctionné en décembre 1968.
- Un seul régime juridique pour les relations de travail dans l'industrie de la construction.
- Reconnaît 2 centrales syndicales (CPQMC-FTQ, CSN) et

  5 associations patronales (FCQ, APCHQ, ACRGTQ, CMEQ, CMMTQ).
- Syndicalisation obligatoire rendue possible.
- Liberté d'adhérer à l'association syndicale de son choix.
- Un seul décret par région pour tous les métiers de la construction.

- **19 décembre 1970**: Premier décret provincial imposé car aucune entente

  Harmonisation des vacances annuelles, avantages sociaux, heures de travail



Édition speciale
102e ANNÉE, N° 51-A

Special Edition
Vol. 102 No. 51-A

Gazette officielle du Québec
QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 19 décembre 1970

Quebec, Saturday, December 19, 1970

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Department of Labour and Manpower

Arrêté en Conseil numéro 4599 concernant le décret relatif à l'industrie de la construction dans la province.

Order in Council number 4599 concerning the decree respecting the construction industry in the province.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, Quebec Official Publisher

- **Entrée en vigueur du premier *Règlement sur la formation professionnelle***

  - Adopté le 30 décembre 1970;

  - Uniformise les définitions de métiers;

  - 14 champs de spécialisation → 24 en 1971;

  - Processus d'apprentissage;

  - Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre est responsable de l'attestation de la compétence.

**Les 24 métiers en 1971**

| | Ratio apprenti/ compagnon | Nombre de périodes d'apprentissage |
|---|---|---|
| Charpentier-menuisier | 1/5 | 3 |
| Poseur de lattis | 1/5 | 3 |
| Grutier | 1/1 | 1 |
| Opérateur de pelles mécaniques | 1/1 | 1 |
| Opérateur d'équipement lourd | 1/2 | 1 |
| Mécanicien de machines lourdes | 1/1 | 3 |
| Monteur d'acier de structure | 1/5 | 2 |
| Chaudronnier | 1/5 | 3 |
| Serrurier en bâtiment | 1/5 | 2 |
| Ferrailleur | 1/5 | 1 |
| Ferblantier | 1/2 | 3 |
| Couvreur | 1/4 | 1 |
| Monteur-mécanicien (vitrier) | 1/3 | 3 |
| Peintre | 1/5 | 3 |
| Poseur de revêtements souples | 1/2 | 1 |
| Calorifugeur | 1/5 | 3 |
| Plâtrier | 1/5 | 3 |
| Cimentier-applicateur | 1/5 | 2 |
| Briqueteur-maçon | 1/5 | 3 |
| Carreleur | 1/5 | 3 |
| Mécanicien de chantier | 1/5 | 3 |
| Électricien | 1/2 | 4 |
| Tuyauteur | 1/2 | 4 |
| Mécanicien d'ascenseur | 1/1 | 5 |

2 spécialités deviennent métiers 1991:
-Frigoriste;
-Mécanicien en protection-incendie.

- **Application du décret provincial** sous la responsabilité de la Commission de l'industrie de la construction à partir du 30 juin 1971.

*1. La CIC (1971-1975)*

- Elle remplace les différents comités paritaires régionaux.
- Le conseil d'administration est formé de 14 membres : 6 syndicaux, 6 patronaux, plus un désigné par le ministre et un président choisi à l'unanimité (Fernand Morin, nommé en fait par le ministre).
- Fonctions :
  - interprétation et application du décret ;
  - contrôle quantitatif de la main-d'œuvre ;
  - inspection de la sécurité sur les chantiers (1972).
- Le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction (CASIC), formé sur le même modèle, a la charge complète des régimes d'assurances et détermine les modalités des régimes de retraite, dont l'administration est toutefois confiée à la Régie des rentes du Québec (RRQ) et les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).
- Financement : prélèvement de 1 % sur la masse salariale (0,5 % payé par l'employeur, 0,5 % par le salarié), intérêts du fonds de congé.

# Le Bill 290 mis à l'épreuve

**Persistance des rivalités intersyndicales**

- CPQMC-FTQ recherche le monopole syndical (comme le constatera plus tard la Commission Cliche).

- Conflits à St-Romuald, Sept-Îles, Sorel, Mirabel.

- Adoption du *Projet de Loi 15* en 1972:
  - amendes sévères;
  - interdiction d'adhérer à 2 syndicats.

- Scission de la CSN (1972) et création de la CSD:
  - la CSD-Construction ne se qualifie pas comme association représentative mais elle assiste aux négociations.

- Négociations de 1973:

  difficiles, division des associations patronales et syndicales.

⬇

Entente <u>illégale</u> entre le CPQMC-FTQ et 4 associations patronales (avril 1973).

⬇

CSN-Construction refuse de siéger à la direction de la CIC.

⬇

*Projet de Loi 9* sanctionné le 1er juin 1973:

-instaure le principe de la majorité dans la signature des ententes;
-validation rétroactive de l'entente;
-une seule convention collective pour toute la province;
-modification des règles de quorum de la CIC.

- **1974: la bataille de l'indexation**

  - grèves et ralentissement de travail paralysent les chantiers;
  - décembre 1974: le gouvernement se donne le pouvoir discrétionnaire de modifier les conditions de travail → aboli en 1993.

- **Saccage de la Baie-James - Mise en place de la Commission Cliche**

« La preuve est maintenant faite que la violence physique ou morale, les menaces, le chantage, la provocation, l'intimidation, l'extorsion, la discrimination, le sabotage, la corruption, le trafic d'influence, la complicité et la complaisance électorialistes, le soudoyage, les tractations et les compromissions sous toutes leurs formes, sont monnaie courante dans le secteur de la construction aux divers niveaux d'application du régime des relations du travail. »

**RECOMMANDATIONS:**

- Mise en tutelle de locaux syndicaux;
- Scrutin secret à l'intérieur des syndicats;
- Interdiction de l'étiquette syndicale;
- 75% de représentativité syndicale pour négocier;
- Une association patronale;
- Licences d'entrepreneurs;
- Organisme administratif indépendant;
- Planification des travaux;
- Amélioration de la sécurité sur les chantiers;

Etc.

# Réponses aux recommandations de la Commission Cliche 1975

- *Projet de Loi 29*: mise sous tutelle de 3 locaux et maintien de la tutelle de 2 autres

- *Projet de Loi 30*:
  - Exclusion de 5 ans de poste syndical pour les personnes ayant un dossier criminel
  - Interdiction de l'étiquette syndicale
  - Scrutin secret pour l'élection des délégués de chantiers

- *Projet de Loi 33*:
  - Système de licences pour les entrepreneurs

    → sous la responsabilité de la Régie des entreprises en construction du Québec (RECQ) → Régie du bâtiment du Québec (RBQ) en 1992.

# La Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

- Instituée en 1992
- Succède à la Régie des entreprises en construction du Québec (RECQ) créée en 1975, suite à la Commission Cliche, lors de la mise en place d'un système de licences pour les entrepreneurs.
- Organisme non-budgétaire depuis le 1er décembre 2005.
- Émet, suspend et annule les licences d'entrepreneurs, sauf celles des électriciens et plombiers.
- *Projet de Loi 35* (2011): un entrepreneur reconnu coupable de certaines fraudes fiscales ne pourra plus soumissionner à un contrat public pour les 5 années suivant sa condamnation, peu importe le lien avec ses activités dans la construction
  - Registre des entreprises non admissibles semblable à celui du Conseil du Trésor, de Revenu Québec et de la Ville de Montréal.

# La Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

| Prestation de services | 2009-10 | / 2010-11 |
|---|---|---|
| Titulaires d'une licence d'entrepreneur ou de constructeur-propriétaire au 31 mars | 40 435 | 41 586 |
| Inspections | 17 161 | 15 148 |
| **Enquêtes, dossiers pénaux, décisions et révision** | | |
| Dossiers d'enquête en matière de lutte contre le travail sans licence | 10 912 | 9 139 |
| Dossiers pénaux traités | 1 412 | 777 |
| Condamnations | 1 046 | 602 |
| Montant des amendes | 945 650 | 556 475 |
| **Ressources humaines - Effectif en poste au 31 mars** | | |
| Total | 432 | 454 |
| Inspecteurs | 132 | 146 |
| Enquêteurs | 42 | 41 |

## Réponses aux recommandations de la Commission Cliche 1975 (suite)

- *Projet de Loi 27*: sécurité sur les chantiers.

- *Projet de Loi 47*:
  - Crée l'AECQ = unique association patronale pour les négociations;
  - Crée l'Office de la construction du Québec (OCQ) qui remplace la CIC.

# 4. L'OCQ (1975)

- **Un OCQ indépendant des parties**

**L'OCQ (1975-1986)**

**-Trois membres dirigeants (puis cinq en 1979) nommés par le ministre.**

**-Un Comité mixte (12 membres: 6 patronaux, 6 syndicaux) tranche les litiges d'interprétation (jusqu'en 1983) et peut donner avis sur toute autre question, notamment les avantages sociaux.**

**Nouvelles fonctions**

- Organisation du vote d'adhésion syndicale;
- Perception des cotisations syndicales et patronales;
- Placement de la main-d'œuvre;
- Surveillance de la sécurité sur les chantiers (jusqu'en 1981);
- Administration des régimes d'avantages sociaux.

- **L'organisation du vote syndical**

L'évolution de la représentativité

CSD-Construction

SCCN (SQC)

| | 1972 | 1973 | 1975 | 1978 | 1981 (février) | 1981 (nov.) | 1983 | 1985 | 1987 | 1992 | 1997 | 2000 | 2003 | 2006 | 2009 | 2012 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SCCN (SQC) | - | - | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,8 | 0,8 | 1,1 | 1,3 | 1,0 | 2,0 | 3,0 | 3,7 | 4,6 | 6,3 | 10,5 |
| CSD-Construction | 6,3 | 6,6 | 5,6 | 7,0 | 7,0 | 10,0 | 9,2 | 8,7 | 9,6 | 10,2 | 11,9 | 13,2 | 13,8 | 14,0 | 14,1 | 12,7 |
| CSN-Construction | 27,2 | 24,7 | 23,6 | 24,1 | 24,1 | 19,5 | 17,3 | 18,5 | 16,9 | 15,0 | 13,2 | 11,8 | 10,6 | 10,6 | 10,6 | 8,5 |
| CPQMC (International) | - | - | - | - | 19,1 | 24,0 | 30,9 | 29,6 | 31,3 | 31,8 | 33,1 | - | - | 27,0 | 26,1 | 24,4 |
| FTQ-Construction | - | - | - | - | 49,3 | 45,7 | 41,8 | 42,1 | 40,9 | 42,0 | 39,9 | - | - | 43,9 | 42,9 | 43,9 |
| *CPQMC/FTQ* | *66,6* | *68,7* | *70,4* | *68,3* | | | | | | | | *72,1* | *71,9* | | | |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

FTQ-Construction

Conseil conjoint (1998-2005)

- **Le placement de la main-d'œuvre**

**1972: Permis de travail**

-Ne s'appliquent pas aux occupations (manœuvres, etc.);

-Pas de priorité d'embauche;

-Pas d'encadrement des bureaux de placement syndicaux.

**1977: Certificats de classification**

-S'appliquent à tous;

-Priorité d'embauche selon le nombre d'heures travaillées et l'origine régionale;

-Licences pour les bureaux de placement syndicaux.

## Caractéristiques comparatives du *Règlement de placement* (certificats de classification) et du *Règlement relatif au contrôle quantitatif* (permis de travail)

| | *Règlement relatif au contrôle quantitatif* (permis de travail) | *Règlement de placement* (certificats de classification) | |
|---|---|---|---|
| | Décret 3297-72 (octobre 1972) | Décret 3282-77 (septembre 1977) | Décret 1946-82 (août 1982) |
| **Catégories** | *Compagnon et apprenti* :<br>Le nombre d'heures travaillées entre mars et décembre de l'année précédente sert de critère au renouvellement annuel :<br>900 heures et plus (renouvellement automatique pour un an)<br>450 heures et plus (renouvellement sur demande pour un an)<br>120 heures et plus (renouvellement si garantie d'emploi et sur demande, pour six mois)<br><br>*Occupation* : aucun permis nécessaire | *Compagnon et occupation* :<br>certificats renouvelables annuellement et classés en trois catégories, d'après les heures travaillées l'année précédente. La classification détermine la priorité d'embauche (*voir plus bas*) :<br>A : a travaillé 1 000 heures ou plus, ou au moins 500 heures, mais 1500 heures en deux ans ou 2 500 heures depuis cinq ans pour les 50 ans et plus<br>B : 500 à 999 heures<br>C : moins de 500 heures et qui travaille lors du renouvellement ou nouveau salarié<br><br>*Apprenti* : certificats renouvelés si au moins 500 heures, avec carnet d'apprentissage | *Compagnon et occupation* :<br>ne reste plus que la catégorie A : a accumulé 1 000 heures ou plus au cours des deux dernières années<br>ou 5 000 heures depuis cinq ans<br>ou 10 000 heures depuis dix ans<br>ou 100 heures à chacune des cinq dernières années<br>ou 2 500 heures depuis cinq ans (si âgé de 50 ans ou plus)<br>ou, s'il s'agit d'un retour, 15 000 heures les dix années avant son retour<br><br>Liste de rappel pour les non-renouvelés<br><br>*Apprenti* : au moins 1 000 heures depuis deux ans<br>ou 5 000 heures depuis cinq ans<br>ou 100 heures à chacune des cinq dernières années |
| **Entrée de nouveau salarié** | S'il possède une garantie d'emploi et selon le nombre déterminé par la CIC, d'après la disponibilité régionale | *Compagnon* : s'il possède une garantie d'emploi et s'il n'y a aucun A ou B disponible dans la région<br>*Occupations* : s'il n'y a aucun A ou B disponible dans la région<br>*Apprenti* : s'il est diplômé et s'il a une garantie d'emploi; un non-diplômé peut entrer avec garantie d'emploi si aucun diplômé ou aucun A ou B désirant entreprendre un apprentissage n'est disponible dans la province | *Compagnon et occupation* : s'il possède une garantie d'emploi et s'il n'y a aucun A disponible au Québec ou aucun salarié sur la liste de rappel régionale<br>*Apprenti* : s'il possède une garantie d'emploi et si aucun diplômé ou apprenti n'est disponible dans la région ni sur liste de rappel régionale (un diplômé peut s'inscrire automatiquement sur la liste de rappel) |
| **Travailleur hors Québec** | Reçoit un permis spécial automatique s'il est qualifié dans une autre province (Sceau rouge)<br>Aucun permis nécessaire pour les occupations | Reçoit un certificat spécial s'il a une garantie d'emploi et s'il fait partie de la main-d'œuvre régulière de l'employeur, ou s'il n'y a personne disponible dans la province | Reçoit un certificat spécial s'il a une garantie d'emploi et s'il a travaillé 1 000 heures en un an pour l'employeur visé ou si aucun A ou apprenti n'est disponible dans la province |
| **Priorité d'emploi** | Aucune priorité | Par exemple, pour les compagnons :<br>1. A régional<br>2. A provincial ou B régional<br>3. B provincial ou C<br><br>Mobilité provinciale automatique si le salarié a travaillé 1 000 heures l'année précédente pour l'employeur visé et 3/4 de ses heures pour cet employeur | Par exemple, pour les compagnons :<br>1. A régional<br>2. A provincial ou liste de rappel régionale<br><br>Mobilité provinciale automatique si le salarié a 1 500 heures en deux ans et 3/4 de ses heures pour l'employeur visé |
| **Placement** | Aucun encadrement des bureaux de placement | L'OCQ émet des licences aux bureaux syndicaux. Il fait aussi lui-même de la référence à partir d'une liste de disponibilité | L'OCQ émet des licences aux bureaux syndicaux. Il fait aussi lui-même de la référence à partir d'une liste de disponibilité |

**... suite**

| | *Règlement relatif au contrôle quantitatif* (permis de travail) | *Règlement de placement* (certificats de classification) | |
|---|---|---|---|
| | Décret 3297-72 (octobre 1972) | Décret 3282-77 (septembre 1977) | Décret 1946-82 (août 1982) |
| **Entrée de nouveau salarié** | S'il possède une garantie d'emploi et selon le nombre déterminé par la CIC, d'après la disponibilité régionale | *Compagnon* : s'il possède une garantie d'emploi et s'il n'y a aucun A ou B disponible dans la région<br>*Occupations* : s'il n'y a aucun A ou B disponible dans la région<br>*Apprenti* : s'il est diplômé et s'il a une garantie d'emploi; un non-diplômé peut entrer avec garantie d'emploi si aucun diplômé ou aucun A ou B désirant entreprendre un apprentissage n'est disponible dans la province | *Compagnon et occupation* : s'il possède une garantie d'emploi et s'il n'y a aucun A disponible au Québec ou aucun salarié sur la liste de rappel régionale<br>*Apprenti* : s'il possède une garantie d'emploi et si aucun diplômé ou apprenti n'est disponible dans la région ni sur liste de rappel régionale (un diplômé peut s'inscrire automatiquement sur la liste de rappel) |
| **Travailleur hors Québec** | Reçoit un permis spécial automatique s'il est qualifié dans une autre province (Sceau rouge)<br>Aucun permis nécessaire pour les occupations | Reçoit un certificat spécial s'il a une garantie d'emploi et s'il fait partie de la main-d'œuvre régulière de l'employeur, ou s'il n'y a personne disponible dans la province | Reçoit un certificat spécial s'il a une garantie d'emploi et s'il a travaillé 1 000 heures en un an pour l'employeur visé ou si aucun A ou apprenti n'est disponible dans la province |
| **Priorité d'emploi** | Aucune priorité | Par exemple, pour les compagnons :<br>1. A régional<br>2. A provincial ou B régional<br>3. B provincial ou C<br><br>Mobilité provinciale automatique si le salarié a travaillé 1 000 heures l'année précédente pour l'employeur visé et 3/4 de ses heures pour cet employeur | Par exemple, pour les compagnons :<br>1. A régional<br>2. A provincial ou liste de rappel régionale<br><br>Mobilité provinciale automatique si le salarié a 1 500 heures en deux ans et 3/4 de ses heures pour l'employeur visé |
| **Placement** | Aucun encadrement des bureaux de placement | L'OCQ émet des licences aux bureaux syndicaux. Il fait aussi lui-même de la référence à partir d'une liste de disponibilité | L'OCQ émet des licences aux bureaux syndicaux. Il fait aussi lui-même de la référence à partir d'une liste de disponibilité |

- **1986: Un vent de déréglementation**

**Groupe de travail sur la déréglementation – Rapport de Reed Scowen:**

- déréglementer le bâtiment à structure légère;
- donner accès à tous les travailleurs compétents.

**Comité de révision paritaire.**

**Tables de travail sous la supervision du ministre.**

→ ***Projet de Loi 119*** **:**

- critère de la qualité de la main-d'œuvre (certificats de compétence);
- l' OCQ devient la CCQ;
- C.A. tripartite: retour des parties patronales et syndicales sur le CA, plus des représentants gouvernementaux;
- implication dans la formation professionnelle.

Commission de la construction du Québec

# 5. La CCQ (1986)

- **Conseil d'administration :**
  - 13 membres en 1986
    (15 membres en 2012)

- **Formation professionnelle -** Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (CFPIC):
  - 15 membres en 1986
    (12 membres en 2012)

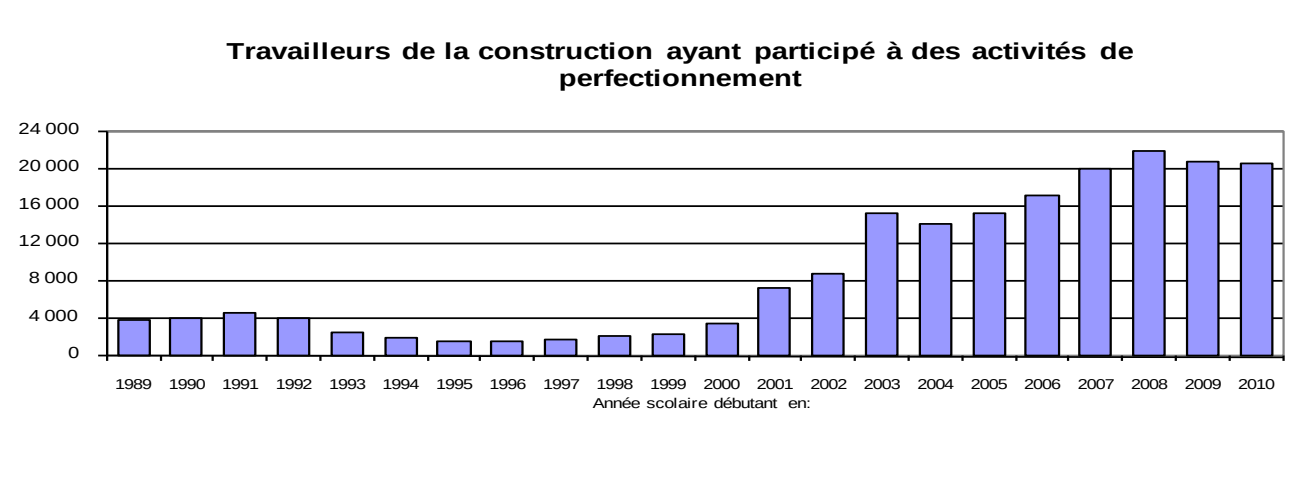
- **Fonctions en 1986:**
  - application des conventions collectives;
  - respect de la loi et des règlements, notamment les normes relatives à l'embauche au placement, l'embauche et la mobilité de la main-d'œuvre ;
  - s'assurer de la compétence de la main-d'œuvre;
  - organiser le scrutin syndical;
  - appliquer les programmes de formation professionnelle;
  - administrer les régimes complémentaires d'avantages sociaux;
  - vérifier les livres comptables des entrepreneurs;
  - administrer tout fonds d'indemnisation des salariés.

- **Fonctions ajoutées depuis lors :**
  - administrer tout fonds créé aux fins de formation (1992);
  - administrer le Fonds d'indemnisation, institué dorénavant en vertu de la loi (2011);
  - administrer le Fonds de formation, institué dorénavant en vertu de la loi (2011);
  - administrer le Service de référence de main-d'œuvre (2011, sera complété en décembre 2012).

- **Dans le cadre de ces fonctions, de nouveaux pouvoirs s'ajouteront, notamment :**
  - administration des examens de qualification (1993);
  - pouvoir de suspension des travaux (1995).

- **De nouveaux devoirs s'ajouteront également :**
  - collaborer à l'application des lois fiscales (1993);
  - collaborer aux ententes intergouvernementales en matière de mobilité de la main-d'œuvre (1995);
  - viser l'élimination du travail non déclaré (1997);
  - enquêter sur les plaintes écrites d'infractions à la loi (2005);
  - collaborer aux efforts de prévention et de lutte contre la corruption (2011).

- **Création du Fonds de formation en 1992:**



- **La CCQ en 2012:**
  - 1 010 employés permanents;
  - 10 bureaux régionaux et bureaux d'information;
  - un budget en 2012 de 138 millions;
  - fiduciaire de 13 fonds sous gestion cumulant plus de 15 milliard $ d'actifs;
  - financement basé sur un prélèvement de 1,5% de la masse salariale de l'industrie assujettie à la *Loi R-20*.

| Quelques statistiques opérationnelles | | 2011 | 2010 |
|---|---|---|---|
| **Inspection** | | | |
| Inspections de chantier | | 32 726 | 35 566 |
| Plaintes de chantier | | 6 563 | 7 005 |
| Suspensions de travaux | Amorcées | 131 | 92 |
| | Ordonnées | 12 | 9 |
| Lettres d'état de situation | | 92 927 | 78 549 |
| Poursuites pénales | | 9 444 | 9 027 |
| **Avantages sociaux** | | | |
| Nombre d'assurés | | 133 324 | 128 068 |
| Nombre de rentiers | | 82 333 | 80 721 |
| **Qualification et formation professionnelles** | | | |
| Examens de qualification administrés | | 11 417 | 11 672 |
| Admissions à l'apprentissage (carnets créés) | | 19 252 | 18 722 |
| Mouvements de main-d'œuvre | | 297 003 | 283 549 |

# 6. La négociation sectorielle (1993)

- **Négociations complexes**

- 4 secteurs
- clauses communes
- représentativité sectorielle pour le
- associations patronales sectorielle
- l'AECQ conserve le mandat de né
- les immeubles résidentiels de 8 lo

**Déroulement des négociations dans la construction depuis 1968**

| | |
|---|---|
| 1969 | Entente après expiration |
| 1970 | Imposition d'un décret |
| 1973 | Entente légalisée rétroactivement |
| 1974 | Imposition d'un décret |
| 1976 | Entente après expiration |
| 1980 | Entente après expiration |
| 1982 | Entente rejetée et décret imposé |
| 1984 | Décret imposé |
| 1986 | Entente après expiration |
| 1988 | Entente avant expiration |
| 1989 | Entente avant expiration |
| 1990 | Décret imposé |
| 1993 | Décret imposé |

- **Sommet sur l'industrie de la construction (octobre 1993).**

- ***Projet de Loi 142* (décembre 1993):**

  - 4 conventions collectives sectorielles;
  - clauses communes;
  - le ministre ne peut plus décréter les conditions de travail ;
  - représentativité sectorielle pour les syndicats ;
  - associations patronales sectorielles;
  - l'AECQ conserve le mandat de négociation;
  - les immeubles résidentiels de 8 logements et moins sont exclus.

- ***Projet de Loi 46* (février 1995):**

  - réintégration des immeubles de huit logements et moins;
  - rôle de l'AECQ limité à la négociation des clauses communes;
  - représentativité globale pour les syndicats.

- **Associations sectorielles d'entrepreneurs:**
  - ACQ;
  - ACRGTQ;
  - APCHQ.

# 7. Récents projets de loi

- ***Projet de Loi 135* (2005)**

  *Loi modifiant la Loi R-20*

  – suite à la Commission d'enquête sur la Gaspésia;
  – étend la portée des interdictions relatives à l'intimidation et à la discrimination;
  – plaintes sur la liberté syndicale de la compétence de la Commission des relations de travail (C.R.T.);
  – confirmation de la scission du Conseil conjoint.

- ***Projet de Loi 73* (2009)**

  *Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction*

  – nouveaux actes criminels empêchant la délivrance d'une licence d'entrepreneur;
  – étend la portée des interdictions aux actionnaires et aux prêteurs;
  – élargit la notion de contrat public;
  – amendes plus sévères;
  – nouvelles infractions pénales.

- ***Projet de Loi 33* (2011)**

  *Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction*

  – toute référence de main-d'œuvre devra en effet se faire par l'intermédiaire du service de référence de la CCQ;
  – scrutin syndical par la poste;
  – modification de la gouvernance de la CCQ;
  – négociation des conventions collectives aux 4 ans;
  – administration des fonds de formation.

- ***Projet de Loi 35* (2011)**

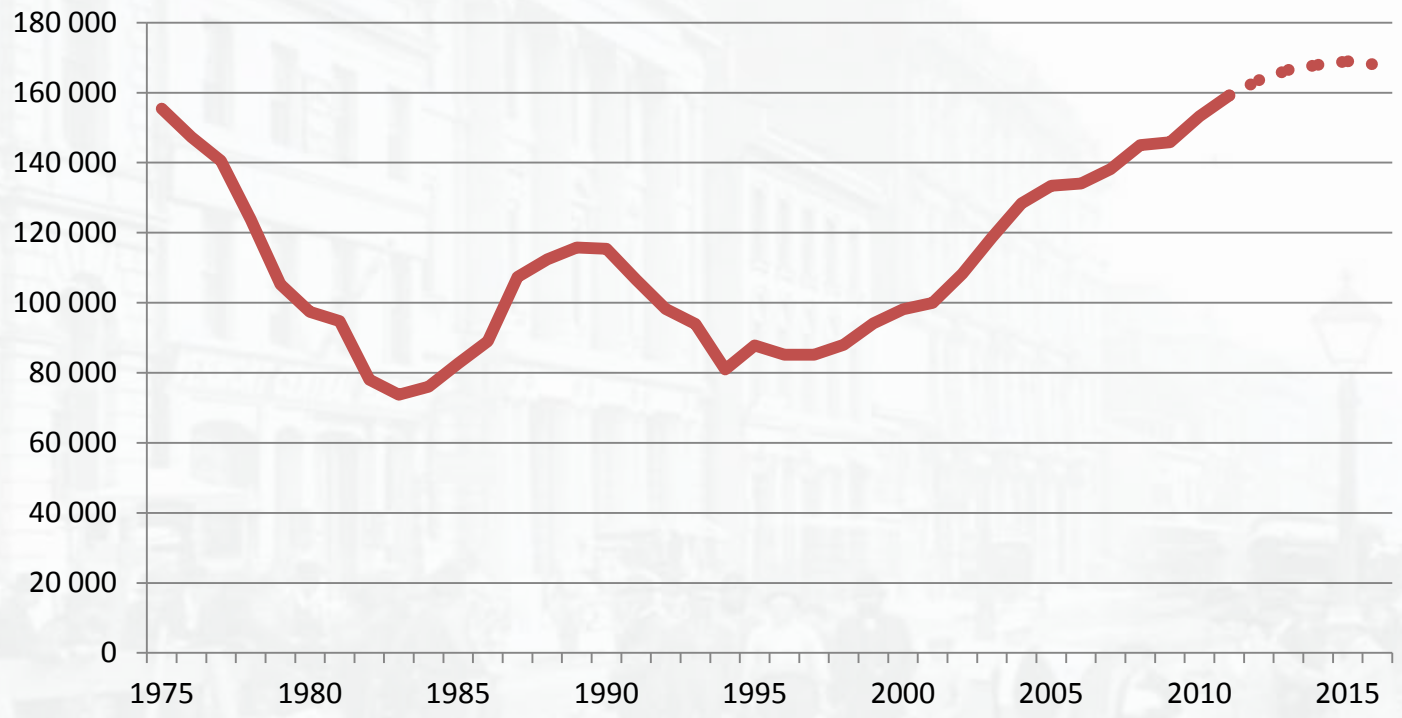
  *Loi visant à prévenir certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment*

  – modification de la gouvernance de la RBQ;
  – registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
  – amendes plus sévères.

# 8. Perspectives économiques

**La construction bat des records**

**Près de 175 000 salariés actifs dans les métiers de la construction en 2015**




Source : CCQ

# Scénario à moyen terme (décembre 2011)

En millions d'heures

| | | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résidentiel** | | **32,7** | **32,0** | **30,0** | ***29,0*** | ***28,0*** |
| | ***variation*** | ***11 %*** | **-2 %** | **- 6 %** | ***-3 %*** | ***-3 %*** |
| **Institutionnel et commercial** | | **65,9** | **74,0** | **77,0** | ***80,0*** | ***81,0*** |
| | ***variation*** | ***3 %*** | ***12 %*** | ***4 %*** | ***4 %*** | ***1 %*** |
| **Industriel** | | **11,9** | **13,0** | **15,0** | ***18,0*** | ***22,0*** |
| | ***variation*** | ***15 %*** | **9 %** | ***15 %*** | ***20 %*** | ***22 %*** |
| **Génie civil et voirie** | | **33,3** | **36,0** | **37,0** | **37,0** | **37,0** |
| | ***variation*** | ***11 %*** | **8 %** | **3 %** | **0 %** | **0 %** |
| **Total** | | **143,9** | **155,0** | **159,0** | **164,0** | **168,0** |
| | ***Variation*** | **7,5 %** | **8 %** | **3 %** | **3 %** | **2 %** |

# Secteur génie civil et voirie
# Principaux projets

| Énergie | Valeur (M$) |
|---|---|
| La Romaine | 6 500 |
| Raccordement du complexe de la Romaine au réseau de transport | 1 290 |
| Parc d'éoliennes « Seigneurie de Beaupré » (Québec) | 800 |
| Parc d'éoliennes « Lac Alfred » (Matapédia) | 700 |
| Parc d'éoliennes « de l'Érable » (Centre-du-Québec) | 470 |
| Parc d'éoliennes « des Moulins » (Thetford Mines) | 400 |
| Parc d'éoliennes « Massif du Sud » (MRC Bellechasse/MRC Les Etchemins) | 350 |
| Parc d'éoliennes « Montérégie » (St-Jean-Napierville) | 300 |
| Parc éolien Gros-Morne (Mont-Louis / Rivière-Madeleine) | 288 |
| **Routes** | |
| Autoroute 30 (Montérégie) | 1 500 |
| Autoroute 175 (Saguenay-Québec) | 1 100 |
| Autoroute 185 (Rivière-du-Loup – Nouveau-Brunswick) | 519 |
| Autoroute 35 (St-Jean-d'Iberville) | 460 |
| Échangeur Dorval | 350 |
| Route 167 (Chibougamau - Monts Otish) | 333 |
| Autoroute 50 (Outaouais) | 270 |
| Rapibus (Outaouais) | 255 |
| Route 138 (Kegaska/Vieux-Fort) | 250 |
| Échangeur autoroutes Charest/Robert-Bourassa (Québec) | 230 |
| Autoroute 73 (Saint-Georges-Beauceville) | 230 |
| **Pipeline** | |
| Ultramar | 370 |

Source : CCQ

# Secteur industriel
# Principaux projets

| En cours | Valeur (M$) |
|---|---|
| ArcelorMittal , Mont-Wright (Fermont) | 2 100 |
| Goldcorp, mine Éléonore (Lac Opinaca) | 1 400 |
| Rio Tinto Alcan, AP60 phase 1 (Jonquière) | 1 208 |
| Canadian Royalties - Jilin Jien Nickel Industry (Kangiqsujuaq) | 800 |
| Cliffs Québec Iron Mining (lac Bloom) | 650 |
| Canada Lithium (La Corne) | 202 |
| Fortress Specialty Cellulose (Thurso) | 175 |
| Xstrata Nickel (Nunavik) | 162 |
| Xstrata Zinc et Dommer Metal (Matagami) | 159 |
| **Annoncés** | |
| New Millenium Capital (Schefferville) | 4 850 |
| Rio Tinto Alcan, AP60 phases 2 et 3 (Jonquière) | 3 700 |
| Aluminerie Alouette (Sept-Îles (Pointe Noire)) | 2 000 |
| Alcoa (Baie-Comeau) | 1 200 |
| Iamgold – Niobec (Saint-Honoré) | 976 |
| Stornoway Diamond Corporation (Monts Otish) | 850 |
| Rio Tinto Fer et Titane (Sorel) | 600 |
| IBG Severstal (Sept-Îles) | 500 |
| Société minière MDN (Girardville) | 316 |

Source : CCQ

# Secteur institutionnel
# Principaux projets

| En cours | Valeur (M$) |
|---|---|
| CHUM/CRCHUM (Montréal) | 2 515 |
| CUSM (Montréal) | 1 343 |
| CHU Sainte-Justine (Montréal) | 995 |
| La Citadelle (Québec) | 165 |
| Hôpital général juif (Montréal) | 120 |
| Musée national des beaux-arts (Québec) | 90 |
| **Annoncés** | |
| Hôpital Maisonneuve-Rosemont (Montréal) | 900 |
| CHUQ, Pavillon Hôtel-Dieu (Québec) | 850 |
| Hôpital général juif (Montréal) | 300 |
| Centre de détention (Sorel-Tracy) | 207 |
| Hôpital Shriners (Montréal) | 127 |
| Centre de détention (Roberval) | 115 |
| Hôpital St-Mary¸'s (Montréal) | 113 |
| Centre de détention (Amos) | 111 |
| Hôpital La Malbaie | 100 |
| Hôpital Pierre-Boucher (Longueuil) | 100 |

Source : CCQ